

Conseil de gouvernement du jeudi 17 Mai 2012



Le conseil de gouvernement adopte trois projets de loi et deux projets de décret

Le Conseil de gouvernement, réuni sous la présidence du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a adopté jeudi trois projets de loi et deux projets de décret.

Le **premier** projet de loi, présenté par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Saâd Dine El Otmani, porte approbation de l'accord signé, le 5 juillet 2011 à Lima, entre les gouvernements marocain et péruvien, relatif à la protection et la restitution des biens culturels volés ou transportés illégalement, a indiqué le ministre de la communication, porte parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue de cette réunion.

Aux termes de l'accord, qui illustre l'attention accordée par le Maroc à la préservation du patrimoine culturel universel, les deux parties s'engagent à interdire l'accès à leurs territoires respectifs des objets culturels, archéologiques, ethnographiques, artistiques et historiques provenant de vol, de trafic illicite, d'exportation et de transport illégaux. Ils s'engagent également à prendre les mesures juridiques nécessaires pour assurer la restitution des biens de ce genre, conformément aux législations nationales et aux accords internationaux en la matière.

Le **deuxième** projet de loi, présenté par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, approuve l'accord signé le 29 février 2012 entre le Maroc et la Gambie dans le domaine des services aériens. Cet accord traduit la volonté des deux pays de faire bénéficier leurs compagnies aériennes nationales de tarifs et services concurrentiels afin de les encourager à se développer, à être compétitifs et garantir un degré élevé de sécurité.

Quant au **troisième** projet de loi, présenté par le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, Aziz Akhannouch, il porte sur la création d'une fondation de promotion des œuvres sociales au profit du personnel du ministère (département de l'agriculture).

Ce texte s'inscrit dans le cadre de la promotion des prestations sociales au profit des fonctionnaires du département d'agriculture. L'octroi de services sociaux répondant aux aspirations de cette catégorie est de nature à développer de manière significative les capacités des ressources humaines et de satisfaire les revendications des syndicats, a souligné M. El Khalfi.

Le conseil de gouvernement a d'autre part adopté **un** projet de décret portant création de l'Agence marocaine pour le développement des activités logistiques, présenté par le ministre de l'Équipement et du transport, Aziz Rebbah.

Le projet vise à déterminer le siège de cet établissement et à désigner l'autorité gouvernementale qui en a la tutelle ainsi que des représentants de l'État au sein de son conseil d'administration.

"Le texte portant création de l'Agence marocaine pour le développement des activités logistiques est d'une grande importance dans la mesure où elle sera chargée de préparer des études définissant les stratégies et plans d'action pour le développement des activités logistiques et d'un plan d'orientation pour les zones abritant ces activités, la mise en œuvre de la politique gouvernementale de promotion des concessionnaires spécialisés dans la logistique, en plus du suivi et de l'évaluation de la performance des services de logistique et d'autres missions énoncées par la loi 59-09", a expliqué le ministre.

Le dernier projet de décret, présenté par le ministre de la Culture, Amine Sbihi, concerne la création de la Fondation nationale des musées, appelée à agir pour la valorisation et la préservation du patrimoine culturel matériel du Royaume.

La mise en place de la Fondation a pour but de préserver le patrimoine archéologique et culturel national et favoriser sa valorisation et une gestion optimale en la matière. Elle vise également à ériger les musées en

espaces publics à même de faire connaître la culture nationale sous ses différentes facettes.

Le texte permettra en outre de définir l'autorité de tutelle qui procédera à la nomination des membres de direction de la Fondation, ainsi que la date d'affectation des fonctionnaires et des stagiaires exerçant dans les musées relevant du ministère de la Culture. Il définit de même la procédure destinée à mettre à la disposition de la Fondation les biens mobiliers et immobiliers appartenant au domaine privé de l'Etat.

Le gouvernement fera preuve de fermeté vis-à-vis de tout dépassement dans la mise en œuvre du système des concours

Le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi a affirmé, jeudi à Rabat, que le gouvernement fera preuve de fermeté et de rigueur vis-à-vis de tout dépassement qui entacherait la mise en œuvre et la généralisation du système des concours pour accéder aux fonctions et qui est fondé sur les règles de mérite, d'égalité des chances et de transparence.

Dans un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement, M. El Khalfi, après avoir rappelé la résolution du gouvernement à respecter les dispositions juridiques et constitutionnelles subordonnant l'accès aux fonctions à l'organisation des concours, a indiqué que le gouvernement adressera un décret à l'ensemble des administrations de l'Etat, aux établissements publics et aux collectivités territoriales les incitant à respecter les dispositions selon lesquelles le recrutement doit passer impérativement par la procédure d'organisation de concours, surtout après la publication au Bulletin Officiel de la loi de finances 2012 qui constitue, désormais, un cadre parmi ceux régissant l'opération d'embauche.

Le chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane avait affirmé, lundi devant la Chambre des représentants, qu'"il est impossible de mettre en œuvre" le Procès verbal du 20 juillet signé avec les coordinations des diplômés au chômage, arguant que ses dispositions sont "anticonstitutionnelles et non conformes au statut de la Fonction publique".

Le recrutement dans la fonction publique sera effectué sur la base de la méritocratie, avait souligné M. Benkirane lors de la session mensuelle consacrée à la politique générale, assurant que l'exécutif prendra des mesures pour garantir l'égalité des chances en matière d'accès à l'emploi, en veillant à la transparence dans l'annonce de postes d'emploi et à ce que la procédure d'organisation des concours soit appliquée.